

« Il faut faire des biens communs un point d'appui de notre société, qui puisse permettre à chacun d'avoir quelques sécurités et de nourrir sa vie de sens. »

Un entretien avec Éric Piolle

Le maire sortant de Grenoble a rassemblé une large coalition dont les écologistes, différents partis de gauche et des groupes citoyen.nes pour faire une autre politique dans cette ville de 158 000. Au point de départ de son second mandat, Éric Piolle s'est assis avec Ethan Earle pour parler du Covid, de Macron et de « l'arc humaniste » qu'il essaie de construire.

Ethan Earle (EE) : Que pouvez-vous nous dire sur le déconfinement à Grenoble ? Comment est la situation du virus et aussi des Grenoblois.es en ce moment ?

Éric Piolle (EP) : La période du confinement ici a été très bien respectée. On avait la chance d'être dans un territoire où le virus circulait au moment du confinement assez peu et nous avons eu la discipline collective de respecter ces règles et de préserver notre santé. Les soignants ont pu faire leur travail aussi correctement, augmenter la capacité des lits d'hôpitaux, coordonner l'hôpital public avec les cliniques privées et la médecine de ville, ce qui est plutôt une avancée qu'on va chercher à conserver.

D'abord évidemment la gestion de la crise sanitaire. Nous avons ouvert la cellule de crise avant les annonces d'Emmanuel Macron. Ça nous a permis de mettre en place une aide alimentaire dès le mardi 17 mars parce qu'évidemment, les associations de d'habitude n'avaient plus de bénévoles. Les bénévoles étaient des retraités qui étaient confinés chez eux.

Dès le 17 mars nous avons lancé une plateforme informatique qui s'appelle « Voisins, voisines », qui a rassemblé tout de suite plus de 2500 personnes qui étaient prêtes à donner de leur temps pour du soutien scolaire, faire des courses, bref, des actions de solidarité. La distribution alimentaire a été faite beaucoup par ces personnes bénévoles.

Nous avons distribué des masques dans 14 gymnases de façon sécurisée. C'est à nouveau des bénévoles qui sont venus renforcer les agents pour monter un centre d'appels pour la prise de rendez-vous en plus d'internet. Ces bénévoles continuent en fait aujourd'hui d'être impliqués dans la vie sociale grenobloise. Puis le vendredi 20 mars, nous avons lancé un festival « Fête comme chez vous » dont le but était de continuer à faire vivre la culture, à faire vivre le lien autant pour les habitantes et les habitants que pour les acteurs culturels. Le monde de la culture a été durement touché et pour longtemps.

EE : Pouvez-vous commenter la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement et Emmanuel Macron, au niveau des hôpitaux, des écoles, de l'économie, ainsi que leur vision pour notre avenir collectif ? Et comment imaginez-vous une France qui apprend de cette crise et l'utilise pour améliorer les conditions de vie ?



EP : Le gouvernement actuel de la France s'est retrouvé dans une impasse de sa filiation idéologique et de son projet. Le projet porté par Macron en 2017, c'est la casse de l'hôpital public, c'est la réduction des lits. Il y a eu deux mois de retard à l'allumage. Jusqu'au 11 mars, le discours c'était « le virus va s'arrêter aux frontières » comme le nuage de Tchernobyl. Ce sont deux mois où on avait l'impression que leur objectif était de faire le 49-3 sur les retraites alors que nous étions déjà en pleine pandémie.

Le confinement était évidemment la seule décision à prendre, donc elle est bonne et je la soutiens. Mais elle est arrivée tard. Dans les gestions de crises, les premières décisions que vous prenez sont déterminantes. Donc cette absence aussi de pilotage industriel pour les masques, pour les respirateurs... Pour les respirateurs dès le mois de janvier mes copains de l'industrie me disaient que ce qu'ils produisaient partait en Allemagne parce que l'Allemagne s'organisait déjà.

Je regrette qu'il n'y ait déjà pas de solidarité européenne, c'est dramatique. Italie s'est retrouvée dans une situation terrible, et finalement la France dit : « On n'envoie pas de médecin, on n'envoie pas de masque, on n'envoie pas de respirateur, on n'envoie pas d'hôpital de campagne ». Non, chacun les laisse se débrouiller, on serre les dents en espérant qu'on va passer à côté.

Enfin, le symbole le pire, ce sont les mots de Macron quand il se pensait en guerre – qui n'est pas mon avis ; c'est un virus mais il ne s'agit pas de la guerre – il envoie son général en chef [ministre de Santé] Agnès Buzyn comme un préfet de campagne [candidate LREM à la mairie de Paris]. Le ministre suivant, Olivier Véran, il fait ce qu'il peut, mais il arrive quelque part où c'est déjà trop tard, où Edouard Philippe et Macron ont déjà planté l'affaire. Voilà, là maintenant les gros soucis pour l'avenir...

Le gros enjeu va être évidemment l'éducation. Les mesures sanitaires qui ont été prises là au début doivent tomber. On ne peut pas passer nos soirées à boire des bières en terrasse, faire la queue dans les magasins et se dire que nos enfants – qui sont peut-être moins vecteurs de la maladie finalement – ne peuvent pas aller à l'école. Parce que là, c'est une catastrophe pour toute une génération, une catastrophe d'éducation qui va être majeure, donc il faut que les enfants retournent à l'école. Un important soutien financier en direction du monde de la culture est fondamental aussi. On sait que le monde de la culture va être touché de façon pluriannuelle. A Grenoble, nous serons là parce que c'est aussi avec la création, les artistes, nos pratiques culturelles, la rencontre, la curiosité qu'on arrivera à faire émerger le monde de demain.

EE : Le second tour des élections municipales aura lieu le 28 juin, et vous êtes très bien positionné avec plus que 45 % des voix au premier tour. Quels sont vos principaux projets pour le prochain mandat, et comment sont-ils influencés par la pandémie ?

EP : On avait fait ce projet à des milliers de mains, donc on a réouvert notre plateforme de projets pour prendre des idées, et puis on a réouvert aussi notre comité de rédaction pour phosphorer un peu. Finalement, les grandes lignes sous-jacentes – faire baisser la publicité, augmenter la nature en ville, augmenter la place des mobilités douces, la piétonnisation – sont toujours très pertinentes pour la suite. Tout le travail à effectuer sur la santé environnementale – un gros sujet chez nous : mobilité, santé, alimentation – est important parce qu'il touche tout le monde. Les situations de précarité économique, culturelle, sociale, ont été beaucoup visibles pendant le confinement. Presque tout le monde a ça dans sa vie, donc ça nous fédère.



De quoi étions-nous en manque ? Nous étions en manque de nature, en manque de rencontres dans cette crise de l'isolement, en manque aussi de sens et de proximité, ce qu'on a vu avec tout ce qui s'est développé autour de l'alimentation locale. Donc il y a des vecteurs pour amplifier les transitions et amplifier cette capacité à faire des biens communs un point d'appui de notre société, qui puisse permettre à chacun d'avoir quelques sécurités et de nourrir sa vie de sens. Donc voilà, on est toujours enthousiaste et déterminé.

C'est vrai que les électeurs et les électrices ont choisi fortement notre projet à presque 47%, que la participation a reculé à Grenoble deux fois moins qu'ailleurs en France, c'est 18 points de recul en France, 10 points à Grenoble. Donc on sent qu'il y a une mobilisation, on espère que cette mobilisation continuera pour porter ces projets dans lesquels tout le monde a sa place.

EE : Votre coalition, Grenoble en Commun, réunit 13 partis dont EE-LV, LFI, PCF et Génération.s. C'est le rêve d'une nouvelle coalition de la gauche française au niveau de votre ville ? Comment y êtes-vous arrivé ? Pensez-vous qu'il y ait des leçons à tirer de cette expérience pour la gauche française ?

EP : Nous avons effectivement souhaité réunir l'arc humaniste, et oui, il y a presque tout le monde. Il y a aussi la moitié du Parti Socialiste avec nous malgré une autre moitié qui a choisi plutôt une confusion politique, avec d'anciens élus de droite et des militants de LREM. On sort de 6 ans aujourd'hui où finalement le rassemblement était moins large – il n'y avait pas de Socialistes, il n'y avait pas de Communistes – mais nous avons déjà vu qu'en construisant ensemble un projet, nous avons été en capacité de nous mettre tous au service de le porter ensemble.

Et on est une des rares – si ce n'est l'unique – grande ville à avoir un seul groupe dans la majorité, c'est-à-dire qu'il n'y a pas après l'élection chaque parti qui reprend ses petits. Nous sommes 42 élus sur 59 du conseil municipal et nous avons fait tout le mandat avec ces 42 élus. On a vécu des séminaires de 2 jours, on part dans des centres de formation en montagne 3 fois par an, on a solidifié, affiné nos positions, créé de la curiosité de la rencontre et finalement, on voit que c'est ça qui permet de combiner nos imaginaires, et de construire un projet autour d'éléments qui nous sont chers, de pouvoir évidemment lutter pour l'égalité, donc de s'affirmer clairement à gauche, clairement non-productiviste, clairement féministe et dans les luttes contre les discriminations.

EE : Et pour vous ça c'est la leçon à tirer de cette expérience pour la gauche au fond ?

EP : Oui, parce que c'est que quand on discute qu'on arrive à trouver des points communs, et on est fier de ces points communs.

Ça veut dire qu'on avait fait équipe vraiment, et je crois que dans la période qui vient, réunir cet arc humaniste dans les étapes prochaines des enjeux politiques va être nécessaire si on a envie de porter un projet qui peut recueillir l'assentiment d'une majorité culturelle en France. Et c'est ce dont on va avoir besoin si on n'a pas envie de voir s'installer ce duel Macron-Le Pen qui pourrait mal tourner pour le social et le climat.



EE : Certain.es affirment que dans ce contexte mondial, c'est la ville contre l'état. Au niveau de la ville il y aurait beaucoup d'expérimentations et de politiques publiques de gauche, alors qu'au niveau des États, nous sommes entourés d'un mélange de néolibéralisme et d'extrême droite nationaliste. Est-ce que la ville est la maison commune de la gauche en ce moment ? Comment construire une politique qui unit ces bonnes expériences municipales vers une stratégie nationale ?

EP : C'est vrai que les villes prennent du poids, particulièrement ces dernières années depuis 2015, depuis la COP21, elles prennent du poids même depuis 2009 et l'échec de Copenhague parce que les États finalement sont paralysés, soumis à la pression des lobbies, quand ils ne sont pas des lobbies directement eux-mêmes. Dans le gouvernement français par exemple, on retrouve des chefs et des lobbyistes de Danone, d'Areva, etc. Ce qui est intéressant dans la ville – ce qui se passe à Innsbruck, à Amsterdam, dans des certaines villes allemandes, à Barcelone – c'est que finalement, on est dans l'action, on est dans le faire. Et donc ce pouvoir de faire, permet de faire converger, de conjuguer des imaginaires, de construire une mythologie commune beaucoup plus facilement que dans le discours politique nationale qui, aujourd'hui, est un discours non pas du faire, mais un discours de la force du verbe mélangé avec un espèce de pouvoir jupitérien.

Ce pouvoir « à la Macron » est écrasant, il est jacobin là où, en pratique, la société aujourd'hui doit être une société d'égalité, d'acteurs réseau où on fait ensemble, où on est capable de faire des coalitions pour un sujet donné, un temps donné et puis se déplacer et aller faire une autre coalition sur un autre sujet. Dans que cette rencontre, il faut créer des lieux de friction, des lieux de rencontre qui permettent d'accueillir l'incertitude, mais qui permettent aussi de tenir ensemble derrière des valeurs fortes quand ça va "tanguer" au niveau électoral.

Et ça c'est aussi une des leçons de ce qu'on vit à Grenoble – et que j'essaie de mettre en œuvre aussi avec les chefs de partis nationaux. Il y aura des forces centrifuges, qu'elles soient partisans ou qu'elles soient de différences de regards qui peuvent exister aujourd'hui sur l'Europe, les migrants, le nucléaire ou que sais-je encore. Mais nous avons en fait une majorité culturelle. Nous devons trouver le chemin pour lui donner un débouché politique qui passe aussi par des liens humains de confiance pour s'approprier mieux et puis être capables d'être solidaires quand ça va tanguer.

